



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 17/11/2023

Reçu en préfecture le 17/11/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20231114-2023_51-DE



DÉLIBÉRATION

2023/51

FIXATION DE LA STRATE D'ASSIMILATION DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 14 Novembre 2023 à 15 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestions institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987 modifié, portant sur les modalités d'application des dispositions particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu la Circulaire ministérielle du 5 août 2000 relative aux modalités d'application du décret n° 2000-487 du 2 juin 2000 portant modification de diverses dispositions relatives à certains emplois de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés, et du décret n° 2000-488 du 2 juin 2000 modifiant le décret n° 87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux et le décret n° 87-1098 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux administrateurs territoriaux ;

Vu la Circulaire ministérielle du 23 octobre 2002 relative aux conditions d'assimilation des centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale à des communes pour la création des emplois fonctionnels de direction et de certains emplois de grade de ces établissements ;

Vu la réponse ministérielle du 1^{er} février 2005 à une question écrite n° 17818 posée à l'Assemblée nationale ;

Vu la dernière enquête annuelle effectuée en 2008 sur les personnels des collectivités territoriales et des services publics locaux publiée par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) ;

Vu la dernière analyse effectuée par l'INSEE en 2020 portant sur les effectifs de la fonction publique territoriale au 31 décembre 2020 ;

Monsieur le Président rappelle que les Centres de Gestion sont assimilés à une commune en fonction du total des effectifs (fonctionnaires et agents non titulaires) des collectivités et établissements affiliés ou non qui relèvent du ressort de ces Centres. Ceci concerne les indemnités des élus comme les emplois fonctionnels.

Il précise que l'assimilation s'effectue dans les conditions suivantes :

- De 5 000 à 9 000 agents au plus : Commune de plus de 20 000 à 40 000 habitants au plus ;
- De plus 9 000 à 12 000 agents au plus : Commune de plus de 40 000 à 80 000 habitants au plus ;
- De plus 12 000 à 20 000 agents au plus : Commune de plus de 80 000 à 150 000 habitants au plus ;
- De plus 20 000 à 30 000 agents au plus : Commune de plus de 150 000 à 400 000 habitants au plus ;
- De plus de 30 000 agents : Commune de plus de 400 000 habitants.

Il indique que notre établissement est actuellement assimilé à une commune de 80 000 à 150 000 habitants.

Il expose que la dernière analyse effectuée par l'INSEE en 2020 dénombre 39 200 agents dans le Pas-de-Calais, ce qui assimilerait notre établissement à une commune de plus de 400 000 habitants.

Il propose de prendre en considération cette évolution et de la traduire par une délibération actant le nouveau classement démographique assimilant notre établissement à une commune de plus de 400 000 habitants. Cette décision ne pouvant être rétroactive, l'assimilation pourrait intervenir au 1^{er} janvier 2024, ce qui permettrait de pouvoir mettre en œuvre les dispositions concernant les élus et les emplois fonctionnels.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- × **ADOpte** la fixation de la strate d'assimilation du Centre de Gestion du Pas-de-Calais à une commune de plus de 400 000 habitants au 1^{er} janvier 2024 ;

- × *PREND ACTE* qu'une délibération devra intervenir avant le 1^{er} janvier 2024 afin de créer les nouveaux emplois fonctionnels en rapport avec cette strate et fixer les indemnités des élus.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 14 novembre 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY